

## MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 82 — 1671

12 OKTOBER 1982. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglement ring van de Postdienst

De Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,  
De Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 26 december 1956 op de Postdienst, inzonderheid artikel 8;

Gelet op de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1973 en 5 augustus 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, inzonderheid op artikel 1, punt 17;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst inzonderheid artikel 230;

Overwegende dat de huidige exploitatiekosten van de Regie der Posterijen een verhoging eisen van het uurloon toepasselijk op het in rekening brengen van opzoekingen en werken voor rekening van een cliënt betreffende postbewerkingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om het bovenvermeld uurloon, binnen de kortst mogelijke tijd, aan de kostprijs aan te passen.

Besluiten :

Artikel 1. Punt 2 van rubriek C van de tabel behorende bij het ministerieel besluit van 12 januari 1970 wordt vervangen door het volgende :

« 2. Opzoekingen en werken voor rekening van een cliënt betreffende postbewerkingen :

— per uur . . . . . 521 »

Art. 2. Het ministerieel besluit van 21 maart 1980 tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1982.

Brussel, 12 oktober 1982.

De Minister van Verkeerswezen  
en Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

H. DE CROO

De Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,  
P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

## MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 82 — 1671

12 OCTOBRE 1982. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal

Le Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones,  
Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 26 décembre 1956 sur le Service des Postes, notamment l'article 8;

Vu la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes, modifiée par les lois du 28 décembre 1973 et du 5 août 1978;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, notamment l'article 1er, point 17;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal notamment l'article 230;

Considérant que les frais d'exploitation actuels de la Régie des Postes exigent un relèvement du taux horaire appliqué pour la facturation des recherches et travaux effectués pour compte d'un client au sujet des opérations qui concernent la Poste;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence résultant de la nécessité d'adapter, dans les plus brefs délais, le taux horaire susvisé au prix de revient.

Arrêtent :

Article 1er. Le point 2 de la rubrique C du tableau annexé à l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970, est remplacé par le suivant :

« 2. Recherches et travaux pour compte d'un client au sujet des opérations qui concernent la Poste :

— par heure . . . . . 521 »

Art. 2. L'arrêté ministériel du 21 mars 1980 modifiant l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1982.

Bruxelles, le 12 octobre 1982.

Le Ministre des Communications  
et des Postes, Télégraphes et Téléphones,

H. DE CROO

Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,  
P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

## EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 82 — 1672

1er JUILLET 1982. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant création d'un Conseil communautaire consultatif de médecine préventive

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence spécialement motivée découlant des circonstances évoquées ci-après;

Considérant l'importance, la complexité et la rapidité de l'évolution des problèmes relatifs à la prévention et à l'éducation pour la santé;

Considérant qu'en raison de cette complexité, de cette rapidité d'évolution de la technologie de la prévention et des modifications fréquentes des situations épidémiques, il conviendrait d'établir des contacts réguliers entre le pouvoir politique et les personnalités particulièrement compétentes en la matière;

Considérant la nécessité de confronter les points de vue et de recueillir les avis des institutions concernées et des bénéficiaires des mesures prises en respectant néanmoins l'indépendance des avis d'experts;

Considérant qu'il y a lieu de faire une synthèse des considérations de l'ensemble des opinions en vue de déterminer les priorités et recommander les mesures appropriées;

Considérant qu'il s'impose sans délai de doter la Communauté française d'un organe scientifique apte à émettre des avis circonstanciés en matière de médecine préventive;

Sur la proposition de Notre Ministre-Membre de l'Exécutif ayant la politique de santé dans ses attributions et vu la délibération de l'Exécutif du 1er juillet 1982,

Arrêtons :

**Article 1er.** Il est créé pour la Communauté française un Conseil consultatif de la prévention et de l'éducation pour la santé dénommé ci-après le Conseil.

**Art. 2.** Le Conseil a pour mission d'émettre d'initiative ou à la demande de l'Exécutif de la Communauté française, des avis relatifs à la prévention et à l'éducation pour la santé en vue de :

- 1° de déterminer les priorités;
- 2° de définir des programmes globaux;
- 3° de réaliser les études nécessaires à la bonne définition des problèmes relevant de la médecine préventive;
- 4° de coordonner et d'actualiser les activités de prévention et d'éducation pour la santé;
- 5° de créer des outils méthodologiques nécessaires pour développer une politique cohérente à court, moyen et long termes dans le domaine de la prévention et de l'éducation pour la santé.

**Art. 3. § 1er.** Le Conseil comporte :

— un bureau permanent composé de personnalités du monde scientifique ayant démontré leur intérêt et leur compétence pour les problèmes d'épidémiologie, de santé publique, de prévention et d'éducation pour la santé,

— une assemblée composée pour :

- un tiers par les membres du bureau permanent;
- un tiers par les représentants d'organisations ou d'institutions actives dans le domaine de la prévention et de l'éducation pour la santé;
- un tiers par les organisations représentant les groupes sociaux, les associations de parents d'élèves et les associations de défense du consommateur.

— en outre, des commissions thématiques peuvent être constituées en fonction des besoins exprimés à l'initiative du bureau permanent, en vue d'aider ce dernier à élaborer des programmes d'action.

§ 2. Le Conseil comporte également :

- un représentant du Ministre-Membre de l'Exécutif qui a la médecine préventive dans ses attributions;
- un représentant du Ministre-Membre de l'Exécutif qui a la politique familiale dans ses attributions;
- un représentant du Ministre-Membre de l'Exécutif qui a l'enseignement dans ses attributions;
- un représentant du Ministre-Membre de l'Exécutif qui a l'éducation permanente dans ses attributions;
- un représentant du Ministre-Membre de l'Exécutif de la Région wallonne qui a l'environnement dans ses attributions;
- un représentant de la Direction générale de la Santé du Ministère de la Communauté française qui participe avec voix consultative aux réunions du bureau permanent;
- un secrétariat assuré par l'Administration du Ministère de la Communauté française.

§ 3. L'Exécutif de la Communauté française fixe le nombre des membres du Bureau permanent, de l'Assemblée et du Conseil et procède à leur désignation.

**Art. 4. § 1er.** Sur proposition du Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant la santé dans ses attributions, les membres du bureau permanent sont nommés par l'Exécutif pour un terme de quatre ans.

§ 2. La limite d'âge est fixée à 65 ans à la date de l'ouverture des candidatures.

§ 3. Sur proposition du Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant la santé dans ses attributions, le Président et le Vice-Président sont nommés par l'Exécutif pour un terme de quatre ans.

§ 4. Le fonctionnement du bureau permanent, ses rapports avec l'Assemblée et les commissions sont consignés dans un règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Ministre-Membre de l'Exécutif qui a la santé dans ses attributions.

**Art. 5. § 1er.** Les membres de l'Assemblée sont désignés pour un terme de quatre ans par l'Exécutif sur proposition du Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant la santé dans ses attributions, parmi les candidats présentés par les institutions médico-sociales actives dans le domaine de la prévention et de l'éducation pour la santé et les candidats présentés par les groupes sociaux, les associations de parents d'élèves et les associations de défense du consommateur,

§ 2. La limite d'âge est fixée à 65 ans.

Tout mandat commencé peut-être poursuivi même à l'expiration de la limite d'âge.

**Art. 6. § 1er.** Les commissions thématiques ont pour mission : d'émettre des avis, d'élaborer des documents de travail et des propositions de plan, de définir des programmes sur le thème qu'elles traitent à la demande du bureau permanent ou du Ministre-Membre de l'Exécutif qui a la politique de santé dans ses attributions.

§ 2. Les membres des commissions sont nommés par le Ministre-Membre de l'Exécutif qui a la politique de santé dans ses attributions.

**Art. 7.** Les avis des commissions sont communiqués au bureau qui les soumet au conseil. Le conseil se prononce sur le document et transmet son avis au Ministre. Les notes des commissions permanentes sont jointes à l'avis émis par le Conseil lorsque lesdites commissions ont été consultées. Des notes de minorité sont éventuellement jointes à l'avis précité.

**Art. 8.** Notre Ministre, Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la politique de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er juillet 1982.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre-Membre,

R. URBAIN

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAP

N. 82 — 1672

**1 JULI 1982. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap  
tot oprichting van een Communautaire Adviesraad van de preventieve geneeskunde**

Wij, Executieve van de Franse gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982 houdende de regeling van de handtekening der akten van de Executieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 § 1 zoals gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot Hervorming der Instellingen;

Gelet op de dringende met bijzondere redenen omklede noodzakelijkheid voortvloeiend uit de hierna genoemde omstandigheden;

Overwegende het belang, de complexiteit en de snelle evolutie van de problemen verbonden aan de preventieve gezondheidszorg en gezondheidsvoorlichting en -opvoeding;

Overwegende dat het, uit hoofde van deze complexiteit, van de snelle evolutie in de technologie van de preventie en van de vaak voorkomende wijzigingen in de epidemische toestanden, zou passen regelmatige contacten te leggen tussen de politieke macht en de terzake bijzonder bevoegde personaliteiten;

Overwegende dat het noodzakelijk is de standpunten tegenover elkaar te stellen en de adviezen in te winnen van de betrokken instellingen en van de rechthebbenden op de genomen maatregelen, mits inachtneming althans van de onpartijdigheid van de deskundige adviezen;

Overwegende dat er een synthese dient opgemaakt te worden van de overwegingen met betrekking tot de gezamenlijke opinies ten einde de prioriteiten vast te leggen en de gepaste maatregelen aan te bevelen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de Franse Gemeenschap onverwijld te voorzien van een wetenschappelijke instelling die bekwaam is omstandige adviezen uit te brengen inzake preventieve geneeskunde;

Op de voordracht van onze Minister-Lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort en gelet op de beslissing van de Executieve van 1 juli 1982,

Besluiten Wij :

**Artikel 1.** Er wordt voor de Franse Gemeenschap een Adviesraad voor de preventieve gezondheidszorg en gezondheidsvoorlichting en -opvoeding opgericht, hierna de Raad genoemd.

**Art. 2.** De Raad heeft tot taak eigenmachtig of op verzoek van de Executieve van de Franse Gemeenschap adviezen uit te brengen met betrekking tot de preventieve gezondheidszorg en gezondheidsvoorlichting en -opvoeding met het oog op :

- 1° het vastleggen van de prioriteiten;
- 2° het omschrijven van de gezamenlijke programma's;
- 3° het verwezenlijken van de nodige studies met het oog op een degelijke situering van de problemen met betrekking tot de preventieve geneeskunde;
- 4° het coördineren en het tot ontplooiing brengen van de werkzaamheden met betrekking tot de preventieve gezondheidszorg en gezondheidsvoorlichting en -opvoeding;
- 5° het voorzien van de nodige methodologische instrumenten, ten einde op korte, middellange en lange termijn een samenhangend beleid te ontwikkelen op het gebied van de preventieve gezondheidszorg en gezondheidsvoorlichting en -opvoeding.

**Art. 3. § 1.** De Raad omvat :

- een vast bureau samengesteld uit vooraanstaande personen van de wetenschappelijke wereld die hun belangstelling en hun deskundigheid hebben aangetoond voor de problemen met betrekking tot de epidemiologie, de volksgezondheid, de preventieve gezondheidszorg en gezondheidsvoorlichting en -opvoeding,
- een algemene vergadering samengesteld voor :  
een derde uit de leden van het vast bureau;

een derde uit de vertegenwoordigers van organisaties en instellingen die werkzaam zijn op het gebied van de preventieve gezondheidszorg en gezondheidsvoorlichting en -opvoeding;

een derde uit de organisaties die de sociale groeperingen, de ouderverenigingen van leerlingen en de verenigingen ter bescherming van de verbruikers vertegenwoordigen.

— bovendien kunnen thema-gerichte commissies opgericht worden naargelang van de op initiatief van het vast bureau uitgedrukte behoeften ten einde deze behulpzaam te zijn bij het uitwerken van de actieprogramma's.

§ 2. De Raad omvat eveneens :

- een vertegenwoordiger van de Minister-Lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de preventieve geneeskunde behoort;
- een vertegenwoordiger van de Minister-Lid van de Executieve wiens bevoegdheid het gezinsbeleid behoort;
- een vertegenwoordiger van de Minister-Lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort;
- een vertegenwoordiger van de Minister-Lid van de Executieve van het Waals gewest tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort;
- een vertegenwoordiger van de Algemene Directie van de gezondheid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die met raadgevende stem deelneemt aan de vergaderingen van het vast bureau;
- een door het Bestuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap verzekerd secretariaat.

§ 3. De Executieve van de Franse Gemeenschap stelt het aantal leden vast voor het vast bureau, de Algemene Vergadering en de Raad en stelt ze aan.

**Art. 4. § 1.** Op de voordracht van de Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort, worden de leden van het vast bureau voor een termijn van 4 jaar benoemd.

§ 2. De leeftijdsgrens wordt op 65 jaar vastgesteld op de datum van de kandidaatstelling.

§ 3. Op de voordracht van de Minister-Lid van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort, worden de Voorzitter en de Ondervoorzitter door de Executieve voor een termijn van 4 jaar benoemd.

§ 4. De werking van het vast bureau, zijn betrekkingen met de Algemene Vergadering en de commissies worden ingeschreven in een huishoudelijk reglement dat ter goedkeuring aan de Minister-Lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort, wordt voorgelegd.

**Art. 5. § 1.** De leden van de Algemene Vergadering worden voor een termijn van 4 jaar aangesteld door de Executieve op de voordracht van de Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort. Deze leden worden gekozen onder de kandidaten die voorgedragen worden door de sociaal-medische instellingen werkzaam op het gebied van de preventieve gezondheidszorg en gezondheidsvoorlichting en -opvoeding die worden voorgedragen door de maatschappelijke groeperingen, de ouderverenigingen van leerlingen en de verenigingen ter bescherming van de verbruikers.

§ 2. De leeftijdsgrens is vastgesteld op 65 jaar. Elk begonnen mandaat kan verdergezet worden, zelfs na het verstrijken van de leeftijdsgrens.

**Art. 6. § 1.** De thema-gerichte commissies hebben tot taak : adviezen uit te brengen, werkdocumenten en voorstellen van plannen uit te werken, programma's te omschrijven op het thema dat ze behandelen op verzoek van het vast bureau of de Minister-Lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort.

§ 2. De commissieleden worden benoemd door de Minister-Lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort.

Art. 7. De adviezen van de commissie worden meegedeeld aan het bureau dat ze aan de Raad voorlegt. De Raad doet uitspraak over dit document en zendt zijn advies door aan de Minister. De aantekeningen van de vaste commissies worden bij het door de

Raad uitgebracht advies gevoegd, wanneer de genoemde commissies geraadpleegd werden. De minderheidsnota's worden eventueel aan voornoemd advies toegevoegd.

Art. 8. Onze Minister, Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 1 juli 1982.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister-President,

Ph. MOUREAUX

De Minister-Lid,

R. URBAIN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 82 — 1673

Ministerieel besluit van 15 oktober 1982 houdende vaststelling voor de Vlaamse Gemeenschap van de samenstellings-elementen en de toekenningsmodaliteiten van de provisionele dagprijs voorzien in artikel 23bis van het koninklijk besluit van 30 maart 1973 tot bepaling van de te volgen gemeenschappelijke regels voor de vaststelling van de toelagen per dag, toegekend voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen en van gehandicapten geplaatst ten laste van de openbare besturen. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 207 van 26 oktober 1982, blz. 12510, in artikel 1, 2e alinea, lees:

De subsidieerbare loonkost per dag is de verhouding tussen enerzijds de som van de brutolonen van het vorig jaar vermeld op de driemaandelijkse R.S.Z.-kwartaalaangiften en die betrekking...

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 5 oktober 1982 is de heer de Longueville, Jean, advocaat te Brussel, benoemd tot officier in de Kroonorde (8.4.1982).

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 26 oktober 1982:

— is de heer Bellefroid, P., advocaat te Antwerpen, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen;

— is de heer Ascrawat, R., advocaat te Veurne, benoemd tot plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het kanton Veurne.

#### Notariaat

Bij koninklijke besluiten van 26 oktober 1982:

— is het koninklijk besluit van 12 januari 1977 ingetrokken, voor zover daarbij de heer Verbist, L., notaris ter standplaats Anderlecht, ontslagnemer, gemachtigd is tot het voeren van de retitel van zijn ambt;

— is aan de heer Levie, A., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Schaerbeek.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren;

— is de heer Levie, E., doctor in de rechten, licentiaat in het notariaat te Incourt, benoemd tot notaris ter standplaats Schaerbeek.

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordres nationaux

Par arrêté royal du 5 octobre 1982, M. de Longueville, Jean, avocat à Bruxelles, est nommé officier de l'Ordre de la Couronne (8.4.1982).

#### Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 26 octobre 1982:

— M. Bellefroid, P., avocat à Anvers, est nommé juge suppléant au tribunal de première instance d'Anvers;

M. Ascrawat, R., avocat à Furnes, est nommé juge suppléant à la justice de paix du canton de Furnes.

#### Notariat

Par arrêtés royaux du 26 octobre 1982:

— l'arrêté royal du 12 janvier 1977 est rapporté en tant qu'il autorise M. Verbist, L., notaire à la résidence d'Anderlecht, démissionnaire, à porter le titre honorifique de ses fonctions;

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Levie, A., de ses fonctions de notaire à la résidence de Schaerbeek.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions;

— M. Levie, E., docteur en droit, licencié en notariat à Incourt, est nommé notaire à la résidence de Schaerbeek.